LES PAPIERS DE LA LIGNE FINE N°16

LA LIGNE FINE

Institut



Transition démographique mondiale : le nouvel âge de la puissance démographique

Série : Fondements Stratégiques

Auteurs : La Ligne Fine – Institut
Date de publication : 9 avril 2026

Résumé exécutif

La population mondiale continue d'augmenter, mais cette croissance masque une transformation beaucoup plus importante : les trajectoires démographiques des différentes régions du monde divergent désormais profondément. Selon les projections centrales des Nations unies, la population mondiale, estimée à 8,2 milliards d'habitants en 2024, devrait atteindre environ 10,3 milliards au milieu des années 2080 avant de diminuer légèrement pour revenir autour de 10,2 milliards en 2100. Ce mouvement global pourrait donner l'image d'une transition démographique relativement homogène. Il recouvre en réalité des situations radicalement différentes. Dès 2024, 63 pays et territoires, parmi lesquels la Chine, l'Allemagne, le Japon et la Russie, avaient déjà atteint leur maximum démographique. Leur population agrégée devrait diminuer de 14 % au cours des trente années suivantes. Quarante-huit autres, dont le Brésil, l'Iran, la Türkiye et le Vietnam, devraient atteindre leur maximum entre 2025 et 2054. À l'inverse, 126 pays et territoires devraient continuer de croître au moins jusqu'en 2054, certains pendant plusieurs décennies supplémentaires[1].

Cette divergence résulte d'une transformation historique de la fécondité, de la mortalité et de la longévité. Le nombre moyen d'enfants par femme dans le monde est passé de 3,31 en 1990 à environ 2,25 en 2024. Plus de la moitié des pays et territoires se situent désormais sous le seuil conventionnel de remplacement des générations de 2,1 enfants par femme et près d'un cinquième connaît une fécondité inférieure à 1,4. Mais la baisse de la fécondité ne produit pas immédiatement une diminution de la population. L'âge des générations déjà présentes, l'allongement de la vie et les migrations créent une inertie démographique considérable. Dans deux tiers des pays ayant franchi le seuil de 2,1 enfants par femme, la population a continué ou devrait continuer à augmenter pendant au moins trente ans après ce franchissement[2].

Le monde n'entre donc pas simultanément dans une période de dépopulation. Il entre dans une période de **désynchronisation démographique**. Une partie de l'Europe et de l'Asie orientale doit déjà gérer le vieillissement, la contraction de la population d'âge actif et, dans certains cas, une diminution de la population totale. Plusieurs économies émergentes disposent encore d'une fenêtre pendant laquelle la part de la population en âge de travailler demeure élevée avant que le vieillissement ne s'accélère à son tour. L'Afrique subsaharienne connaît une dynamique inverse : sa population devrait augmenter de 79 % entre 2024 et 2054 pour atteindre environ 2,2 milliards d'habitants, tandis que sa population d'âge actif devrait gagner plus de 620 millions de personnes entre 2025 et 2050. Cette dernière augmentation représenterait plus des trois quarts de l'accroissement net de la population d'âge actif de l'ensemble des économies émergentes et en développement[3][4].

Ces transformations affecteront la croissance, les finances publiques, les systèmes sociaux, les marchés du travail, les migrations, l'urbanisation et la répartition géographique de la demande mondiale. Elles auront également des conséquences sur les conditions de production de la puissance. Une population nombreuse peut fournir un marché intérieur, une main-d'œuvre, une base fiscale et un potentiel de mobilisation importants. Mais aucune de ces capacités ne découle mécaniquement du nombre d'habitants. Une population jeune sans accès suffisant à l'éducation et à l'emploi ne produit pas automatiquement un dividende démographique. Une population vieillissante ne condamne pas davantage un État au déclin si la productivité, la participation au marché du travail, l'immigration, l'automatisation et l'accumulation de capital permettent de compenser une partie de la contraction de la main-d'œuvre.

---

[1] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://population.un.org/wpp/
[2] United Nations, *World Fertility 2024*: https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd_2025_wfr_2024_final.pdf
[3] United Nations, *World Population Prospects 2024* : https://population.un.org/wpp/
[4] World Bank, *Africa's Pulse*: https://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse

La variable stratégique n'est donc pas la population prise isolément. Elle réside dans la relation entre **structure par âge, capital humain, emploi, productivité et capacité institutionnelle**. La démographie détermine une partie des contraintes auxquelles un État sera confronté ; elle ne détermine pas la manière dont celui-ci y répondra.

Cette distinction devient particulièrement importante lorsque les transformations démographiques sont comparées aux temporalités politiques. Les gouvernements raisonnent fréquemment à l'échelle de quelques années, tandis que les structures démographiques évoluent sur plusieurs décennies. Une grande partie des travailleurs de 2040 est déjà née. Les générations qui prendront leur retraite au cours des trente prochaines années sont connues. Les politiques familiales peuvent modifier les comportements, mais un enfant né à la suite d'une augmentation de la fécondité n'entrera pas immédiatement sur le marché du travail. À l'inverse, une politique d'éducation, d'emploi féminin, de prolongation de la vie active ou de migration peut modifier beaucoup plus rapidement le rapport entre population totale et population effectivement productive.

Ce Papier défend ainsi une thèse centrale : **la transition démographique mondiale ne redistribue pas mécaniquement la puissance entre États ; elle redistribue les contraintes et les opportunités à partir desquelles cette puissance devra être produite**. Les sociétés vieillissantes devront apprendre à maintenir leur capacité économique, fiscale et stratégique avec une proportion relativement plus faible d'actifs. Les sociétés jeunes devront transformer des cohortes nombreuses en capital humain et en emplois productifs. Les sociétés situées entre ces deux configurations disposeront d'une fenêtre temporaire durant laquelle la structure démographique peut soutenir la croissance avant de devenir, à son tour, un facteur de vieillissement.

La démographie est lente, mais ses conséquences sont durables. C'est précisément cette combinaison qui en fait une variable stratégique.

Problématique

La transition démographique désigne le passage d'un régime caractérisé par une mortalité et une fécondité élevées vers un régime où mortalité et fécondité deviennent faibles. La diminution de la mortalité intervient généralement avant celle de la fécondité. Une population connaît alors une phase d'accélération de sa croissance : davantage d'enfants survivent tandis que les familles demeurent nombreuses. Lorsque la fécondité diminue à son tour, la croissance ralentit progressivement. La structure par âge se transforme, la part relative des enfants diminue et celle des adultes en âge de travailler augmente. À un stade ultérieur, la faiblesse persistante de la fécondité et l'allongement de la durée de vie conduisent au vieillissement de la population et peuvent, en l'absence d'une immigration suffisante, entraîner sa contraction.

Ce schéma général s'est diffusé à l'ensemble du monde sans produire une convergence immédiate des situations nationales. Les pays ont commencé leur transition à des dates différentes, à des vitesses différentes et à partir de structures sociales différentes. Certains sont aujourd'hui confrontés à une fécondité durablement inférieure au remplacement et à une contraction de leurs nouvelles générations. D'autres connaissent encore une fécondité relativement élevée mais en diminution. D'autres enfin combinent faible fécondité et immigration suffisamment importante pour continuer à augmenter leur population.

Cette diversité rend insuffisante toute analyse stratégique reposant sur la taille de la population. Un pays de 100 millions d'habitants dont une proportion importante est en âge de travailler n'est pas placé dans la même situation qu'un pays de taille identique dans lequel la proportion de personnes âgées augmente rapidement. De même, deux pays disposant de la même population active potentielle peuvent obtenir des résultats économiques radicalement différents selon le niveau d'éducation, le taux d'activité, l'emploi féminin, la santé, le capital disponible et la productivité.

La distinction entre population et puissance démographique est donc essentielle. La première est une donnée quantitative. La seconde désigne ici la capacité à transformer une structure démographique en ressources économiques, fiscales, technologiques, sociales ou stratégiques. Une population importante augmente certaines possibilités, mais leur conversion dépend des institutions.

Cette relation peut être formulée à travers une chaîne simple : **population → capital humain → participation → emploi → productivité → ressources fiscales → capacité d'action**.

Chaque passage constitue une condition et non une conséquence automatique du précédent. Une cohorte nombreuse ne devient une main-d'œuvre productive que si elle bénéficie d'une santé suffisante, acquiert des compétences et accède à l'emploi. Une population productive n'augmente la capacité publique que si une partie de la valeur produite peut être transformée en ressources fiscales. Une base fiscale importante n'augmente enfin la puissance que si l'État est capable de convertir ses ressources en infrastructures, sécurité, innovation ou services publics.

La question centrale devient dès lors : **comment la divergence des trajectoires démographiques transforme-t-elle les capacités économiques, budgétaires, sociales et stratégiques des États au XXIe siècle ?**

I. La transition démographique est devenue mondiale, mais elle n'est pas achevée

La transformation la plus importante des deux derniers siècles n'est pas l'augmentation de la population prise isolément, mais la modification simultanée de la mortalité, de l'espérance de vie et de la fécondité. La population mondiale a plus que triplé depuis 1950, mais cette croissance a été accompagnée d'une baisse considérable du nombre moyen d'enfants par femme. Selon les Nations unies, l'indice synthétique de fécondité mondial s'établissait à environ 2,25 en 2024 contre 3,31 en 1990. Plus de la moitié des pays et territoires ont désormais une fécondité inférieure au niveau de remplacement conventionnel de 2,1 enfants par femme[5].

Ce chiffre mondial ne doit toutefois pas être interprété comme une frontière mécanique entre croissance et déclin. Le seuil de remplacement indique approximativement le niveau de fécondité permettant à une génération d'être remplacée par une autre en l'absence de migration et dans des conditions de mortalité données. Il ne détermine pas l'évolution immédiate de la population totale. Une société peut demeurer sous ce seuil pendant plusieurs décennies tout en continuant de croître si les générations arrivant à l'âge de procréer sont suffisamment nombreuses ou si l'espérance de vie augmente.

Cette inertie constitue l'une des caractéristiques les plus importantes de la démographie. Le rapport *World Fertility 2024* des Nations unies indique que, parmi les territoires ayant franchi ou devant franchir le seuil de remplacement entre 1994 et 2100, environ deux tiers continuent ou continueraient de croître pendant au moins trente années après ce franchissement. Dans seulement sept cas, le maximum démographique intervient la même année que le passage sous 2,1 enfants par femme[6].

L'exemple permet de comprendre pourquoi les annonces d'un effondrement démographique mondial imminent sont aussi trompeuses que l'idée d'une croissance indéfinie. La population mondiale devrait encore augmenter pendant plusieurs décennies. Le scénario central des Nations unies la fait passer de 8,2 milliards en 2024 à environ 10,3 milliards au milieu des années 2080, avant une légère diminution. L'incertitude augmente naturellement avec l'horizon : les Nations unies évaluent à environ 80 % la probabilité que le maximum mondial soit atteint au cours du XXIe siècle, mais la date et le niveau exacts dépendront notamment de l'évolution future de la fécondité[7].

Cette évolution globale résulte cependant de trajectoires opposées. En 2024, 63 pays et territoires avaient déjà atteint leur maximum démographique. Ils représentaient environ 28 % de la population mondiale. Leur population agrégée devrait diminuer de 14 % au cours des trente années suivantes. Quarante-huit autres devraient atteindre leur maximum entre 2025 et 2054. Les 126 restants devraient continuer à croître au moins jusqu'en 2054, certains jusqu'à la seconde moitié du siècle ou au-delà[8].

Le vieillissement constitue l'autre dimension de cette transition. Lorsque la fécondité diminue et que la durée de vie augmente, la proportion de personnes âgées s'accroît progressivement. Cette évolution est mondiale, même si elle est beaucoup plus avancée dans certaines régions. Les Nations unies projettent qu'à la fin des années 2070, les personnes âgées de 65 ans ou

[5] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://population.un.org/wpp/
[6] United Nations, *World Fertility 2024*: https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd_2025_wfr_2024_final.pdf
[7] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://desapublications.un.org/publications/world-population-prospects-2024-summary-results
[8] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2024/07/press-release-wpp2024/

plus pourraient être environ 2,2 milliards et devenir plus nombreuses que les moins de 18 ans. Dès le milieu des années 2030, le nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus pourrait dépasser celui des nourrissons[9].

Le vieillissement ne constitue donc pas une singularité européenne ou japonaise. Les régions aujourd'hui jeunes vieilliront elles aussi. La différence réside dans le calendrier et dans le niveau de richesse auquel ce vieillissement interviendra. Les États qui ont connu leur transition démographique après avoir atteint des niveaux élevés de revenu disposent généralement de systèmes sociaux, d'infrastructures sanitaires et d'un stock de capital importants. Certains pays actuellement en transition pourraient vieillir à des niveaux de revenu beaucoup plus faibles, ce qui modifiera profondément leurs marges d'adaptation.

La transition démographique mondiale est ainsi à la fois commune et profondément inégale. Les mécanismes fondamentaux convergent vers des vies plus longues et des familles plus petites, mais les États ne les connaissent ni au même moment, ni au même rythme, ni avec les mêmes ressources. Cette désynchronisation constitue le point de départ de la transformation stratégique.

II. Le monde démographique se divise en plusieurs temporalités

La distinction traditionnelle entre pays « jeunes » et pays « vieillissants » est trop statique. Elle décrit une situation à un moment donné mais ne permet pas d'identifier la trajectoire dans laquelle se trouve une société. Une approche stratégique exige au contraire de distinguer plusieurs temporalités.

La première regroupe les sociétés ayant déjà atteint ou dépassé leur maximum démographique. La Chine, le Japon, l'Allemagne, l'Italie, la Russie et plusieurs États d'Europe centrale ou orientale appartiennent, avec des situations différentes, à cet ensemble. Leur problème principal n'est plus l'absorption d'une croissance rapide de la population, mais la gestion d'une structure dans laquelle les générations entrant dans la vie active deviennent moins nombreuses que celles qui en sortent. La population totale peut diminuer lentement tandis que le nombre de personnes âgées continue d'augmenter.

La Chine constitue le cas le plus important par son échelle. Selon le scénario central des Nations unies, sa population passerait d'environ 1,419 milliard en 2024 à 1,215 milliard en 2054, puis à environ 633 millions en 2100. Ces projections à très long terme comportent naturellement une marge d'incertitude considérable, en particulier parce qu'une variation relativement faible de la fécondité cumulée sur plusieurs décennies produit des écarts importants. Leur intérêt stratégique réside moins dans le chiffre de 2100 que dans la direction de la trajectoire : la Chine est entrée dans une période où le vieillissement et la diminution des nouvelles générations modifieront durablement la structure de sa population[10].

La deuxième temporalité concerne les pays dont la fécondité est déjà faible mais dont la population continue d'augmenter sous l'effet de l'inertie démographique. Le Brésil, l'Iran, la Türkiye et le Vietnam figurent parmi les pays dont le maximum est attendu entre 2025 et 2054. Ils disposent encore d'une population active importante, mais leur fenêtre démographique se referme progressivement. Leur enjeu est de profiter de cette période pour augmenter le capital humain, la productivité, l'épargne et les capacités institutionnelles avant que la hausse du nombre de personnes âgées ne modifie leurs équilibres budgétaires.

[9] United Nations, *Ageing*: https://www.un.org/en/node/117537
[10] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://population.un.org/wpp/assets/Files/WPP2024_Summary-of-Results.pdf

Cette temporalité est particulièrement importante parce qu'elle rappelle que le dividende démographique n'est pas permanent. Une baisse de la fécondité réduit d'abord la proportion d'enfants dépendants tandis que les générations nombreuses nées auparavant entrent sur le marché du travail. Pendant cette période, le nombre potentiel de producteurs augmente relativement au nombre de personnes dépendantes. Plusieurs décennies plus tard, ces mêmes générations vieillissent et le ratio se renverse progressivement. Une fenêtre favorable peut donc devenir une contrainte si les ressources produites pendant cette période n'ont pas été transformées en capital, infrastructures, compétences ou systèmes de protection adaptés.

La troisième temporalité rassemble les pays où la croissance démographique restera forte pendant plusieurs décennies. L'Afrique subsaharienne en concentre une part croissante, mais le groupe comprend également de grands États asiatiques. L'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et le Nigeria appartiennent aux 126 pays et territoires dont la population devrait encore augmenter en 2054. Dans neuf pays, dont l'Angola, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Niger et la Somalie, la population pourrait au moins doubler entre 2024 et 2054[11].

Cette configuration crée une pression très différente. Une population augmentant rapidement nécessite chaque année davantage d'écoles, de logements, d'emplois, de capacités énergétiques, de transports, d'accès à l'eau et de services sanitaires. Même lorsque la dépense publique par habitant demeure constante, le volume total d'infrastructures et de services doit augmenter rapidement pour simplement maintenir le niveau existant.

Ces trois temporalités ne constituent pas des catégories définitives. Les pays passent progressivement de l'une à l'autre. C'est précisément ce qui rend la planification démographique nécessaire : les problèmes futurs peuvent souvent être anticipés plusieurs décennies avant leur pleine manifestation.

La démographie possède à cet égard une caractéristique stratégique rare. Une partie importante de l'avenir est déjà présente. Les personnes qui auront 40 ans en 2050 sont nées en 2010. Les personnes qui atteindront 65 ans en 2050 sont nées en 1985. Les gouvernements ignorent leur productivité future, leur emploi ou leur lieu de résidence, mais connaissent avec une précision relativement élevée la taille approximative des cohortes concernées. Peu de variables de puissance offrent un tel degré d'anticipation.

La difficulté vient du décalage entre cette prévisibilité et la temporalité de la décision. Une réforme éducative produit une partie de ses effets économiques quinze ou vingt ans plus tard. Une modification de la fécondité produit son effet sur la population active encore plus tard. Une réforme des retraites peut nécessiter plusieurs décennies pour modifier complètement la structure des dépenses. La démographie impose donc une planification qui dépasse largement les cycles politiques ordinaires.

[11] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2024/07/press-release-wpp2024/

III. Le vieillissement transforme l'économie politique des sociétés avancées

Le vieillissement est souvent résumé par l'augmentation du nombre de personnes âgées. Son effet stratégique dépend pourtant moins de leur nombre absolu que de la relation entre les différentes composantes de la population et de leur participation à l'activité économique.

Dans l'OCDE, on comptait environ 33 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 personnes âgées de 20 à 64 ans en 2025, contre 22 en 2000. Ce ratio devrait atteindre environ 52 en 2050 et 55 autour du milieu des années 2050. Dans certains pays, l'évolution sera beaucoup plus importante : les projections de l'OCDE pour 2054 dépassent 70 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 personnes âgées de 20 à 64 ans en Grèce, en Italie, au Japon, en Corée du Sud et en Espagne[12].

Le premier effet concerne la quantité de travail potentiellement disponible. L'OCDE projette une diminution d'environ 8 % de la population âgée de 20 à 64 ans entre 2023 et 2060 pour l'ensemble de sa zone. Dans plus d'un quart des pays membres, la contraction dépasserait 30 %. En Corée du Sud, elle pourrait atteindre environ 46 %[13].

Une contraction de la population d'âge actif n'entraîne cependant pas mécaniquement une diminution équivalente de l'emploi. Le taux d'activité peut augmenter. Les femmes peuvent être davantage intégrées au marché du travail. L'âge effectif de sortie de l'emploi peut progresser. Des personnes jusque-là éloignées du marché du travail peuvent y entrer. L'immigration peut augmenter la population active. Mais lorsque ces réserves sont progressivement mobilisées, la contrainte démographique devient plus difficile à compenser.

L'effet sur la croissance dépend ensuite de la productivité. Une économie peut produire davantage avec moins de travailleurs si chaque personne employée produit davantage. C'est pourquoi vieillissement et automatisation sont de plus en plus liés. Robotisation, intelligence artificielle, capital productif et amélioration des compétences peuvent compenser une partie de la diminution du facteur travail. Le Japon fournit depuis plusieurs décennies un laboratoire de cette adaptation, tandis que la Corée du Sud et la Chine auront des incitations croissantes à accélérer l'automatisation.

L'OCDE estime néanmoins qu'en maintenant constants les comportements d'entrée et de sortie du marché du travail et le rythme de progression de la productivité, la modification de la structure démographique réduirait d'environ 40 % la croissance annuelle du PIB par habitant dans la zone OCDE, qui passerait d'environ 1 % dans la période précédant la pandémie à 0,6 % en moyenne entre 2024 et 2060. Cela représenterait environ 14 % de PIB par habitant en moins en 2060 par rapport à une trajectoire sans cette détérioration du rapport emploi-population[14].

Le deuxième effet concerne les finances publiques. Les systèmes de retraite par répartition reposent directement sur la relation entre cotisants et bénéficiaires, tandis que les systèmes capitalisés dépendent davantage de l'accumulation d'actifs mais restent affectés par la structure de l'économie. La santé et la prise en charge de la dépendance sont également sensibles à l'augmentation du nombre de personnes très âgées.

---

[12] OECD, *Pensions at a Glance 2025*: https://www.oecd.org/en/publications/pensions-at-a-glance-2025_e40274c1-en/full-report/demographic-old-age-to-working-age-ratio_25476b96.html

[13] OECD, *Employment Outlook 2025*: https://www.oecd.org/en/publications/oecd-employment-outlook-2025_194a947b-en/full-report/setting-the-scene-demographic-change-economic-growth-and-intergenerational-inequalities_9d481169.html

[14] OECD, *Employment Outlook 2025*: https://www.oecd.org/en/publications/oecd-employment-outlook-2025_194a947b-en/full-report/component-6.html

Dans les 32 pays de l'OCDE pour lesquels des projections comparables sont disponibles, les dépenses publiques de retraite passeraient en moyenne de 8,8 % du PIB en 2023-2024 à 10 % en 2050. Dans l'Union européenne, elles passeraient de 9,9 % à 10,9 % sur la même période, malgré les réformes déjà intégrées dans les projections[15].

Cette évolution prend une dimension stratégique lorsqu'elle est replacée dans la compétition pour les ressources publiques. Les sociétés vieillissantes devront simultanément financer davantage de retraites, de santé et de dépendance tout en investissant dans la transition énergétique, les technologies, les infrastructures et, pour de nombreux États, la défense. Le vieillissement n'impose pas automatiquement un choix entre ces dépenses, mais il rend les arbitrages plus contraignants.

L'effet peut également atteindre la structure politique. Une population électorale plus âgée peut modifier les priorités collectives, mais aucun comportement politique homogène ne peut être déduit de l'âge seul. Les préférences dépendent du revenu, de la génération, du patrimoine, de l'éducation et de nombreux autres facteurs. L'enjeu institutionnel plus certain concerne la répartition des ressources entre générations : les décisions prises aujourd'hui sur les retraites, la dette, l'investissement ou le climat distribuent des coûts et des bénéfices entre des cohortes dont le poids relatif change.

Le vieillissement doit donc être analysé moins comme une diminution automatique de puissance que comme une modification de son coût. Maintenir une même capacité économique et stratégique avec une population active relativement plus faible exigera davantage de productivité, de capital, de participation au marché du travail ou de recours à l'immigration. Les pays capables d'organiser cette adaptation pourront limiter une grande partie de la contrainte. Les autres risquent de voir une part croissante de leurs ressources consacrée au maintien de structures existantes plutôt qu'à la construction de capacités nouvelles.

[15] OECD, *Pensions at a Glance 2025*: https://www.oecd.org/en/publications/pensions-at-a-glance-2025_e40274c1-en/full-report/long-term-projections-of-public-pension-expenditure_af4ed734.html

IV. L'Afrique subsaharienne devient le principal espace de croissance de la population active mondiale

La trajectoire de l'Afrique subsaharienne est presque inverse. Selon les Nations unies, la population de la région devrait augmenter d'environ 79 % entre 2024 et 2054 pour atteindre 2,2 milliards d'habitants, puis progresser encore d'environ 51 % pour atteindre 3,3 milliards en 2100 dans le scénario central. Ces projections de fin de siècle sont sensibles aux hypothèses de fécondité et doivent donc être interprétées comme des trajectoires plutôt que comme des certitudes, mais le mouvement des prochaines décennies est beaucoup moins incertain : une grande partie des personnes qui entreront sur le marché du travail d'ici 2050 sont déjà nées[16].

La Banque mondiale estime qu'entre 2025 et 2050 la population d'âge actif d'Afrique subsaharienne augmentera de plus de 620 millions de personnes. Cette progression représenterait plus des trois quarts de l'accroissement net de la population d'âge actif de l'ensemble des économies émergentes et en développement[17].

Peu de transformations économiques mondiales des prochaines décennies auront une échelle comparable. Alors que l'Europe et l'Asie orientale devront gérer une diminution relative ou absolue de leur main-d'œuvre, plusieurs centaines de millions de personnes supplémentaires chercheront à entrer sur les marchés du travail africains. Cette divergence transformera la géographie de l'offre mondiale de travail, mais elle ne signifie pas que cette main-d'œuvre sera automatiquement intégrée aux chaînes de valeur internationales.

Le concept de dividende démographique permet de comprendre la condition nécessaire. Lorsque la fécondité diminue, la part des enfants dans la population baisse progressivement tandis que des cohortes nombreuses entrent dans la population active. Le nombre de personnes potentiellement productives augmente alors relativement au nombre de personnes dépendantes. Si ces travailleurs sont suffisamment éduqués, en bonne santé et employés dans des activités productives, cette structure peut soutenir une accélération de la croissance et de l'épargne.

Mais le dividende démographique n'est pas produit par la démographie seule. La Banque mondiale souligne précisément que l'augmentation de la population active africaine constitue une opportunité à condition que les économies soient capables de créer suffisamment d'emplois productifs. La croissance actuelle ne se traduit pas encore par une augmentation équivalente de l'emploi salarié : selon *Africa's Pulse*, un point supplémentaire de croissance du PIB n'est associé en moyenne qu'à une augmentation de 0,04 point de l'emploi salarié dans la région[18].

La première condition est donc l'éducation. Une cohorte nombreuse qui entre sur le marché du travail sans compétences suffisantes augmente l'offre de travail mais pas nécessairement la productivité. Les investissements éducatifs doivent eux-mêmes suivre la croissance des cohortes : si le nombre d'enfants augmente plus rapidement que les infrastructures, maintenir simplement le nombre d'enseignants, de classes ou de places universitaires par habitant exige une expansion permanente des systèmes.

La deuxième condition est l'emploi. L'éducation ne produit un dividende que si les compétences acquises peuvent être utilisées. Les économies doivent créer simultanément

[16] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://desapublications.un.org/policy-briefs/un-desa-policy-brief-no-167-leveraging-population-trends-more-sustainable-and
[17] World Bank, *Africa's Pulse*: https://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse
[18] World Bank, *Africa's Pulse*: https://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse

des entreprises, des infrastructures, des marchés et du capital capables d'absorber l'augmentation de la main-d'œuvre. Le défi ne consiste pas uniquement à éviter le chômage : il porte sur la qualité et la productivité des emplois. Une personne peut être statistiquement employée tout en travaillant dans une activité faiblement productive, irrégulière et générant peu de revenus fiscaux.

La troisième condition concerne la santé et la transition de la fécondité elle-même. L'amélioration de la santé infantile, l'accès à la santé reproductive, l'éducation des filles et le recul des grossesses précoces influencent la taille des familles et la participation économique des femmes. La relation fonctionne également dans l'autre sens : l'amélioration des perspectives économiques et éducatives modifie les choix familiaux. La transition démographique est ainsi imbriquée dans le développement plutôt qu'extérieure à celui-ci.

La quatrième condition concerne l'urbanisation. Plusieurs centaines de millions d'habitants supplémentaires transformeront la taille des villes africaines. L'urbanisation peut accroître la productivité en rapprochant travailleurs, entreprises, infrastructures et marchés. Mais lorsque logements, transports, énergie, eau et assainissement ne progressent pas au même rythme, la concentration urbaine peut également produire des coûts considérables.

L'enjeu stratégique n'est donc pas de savoir si la croissance démographique africaine constitue une opportunité ou une menace. Elle constitue d'abord une transformation dont les effets dépendront de la capacité des États et des économies à convertir les cohortes nouvelles en capital humain et en production.

La chaîne est ici particulièrement claire : **jeunesse → santé et éducation → compétences → emploi → productivité → revenus → recettes fiscales → capacité publique**.

Chaque rupture dans cette chaîne réduit le dividende potentiel. Cette dynamique aura également des effets extérieurs. Une Afrique disposant de marchés intérieurs plus importants, d'une main-d'œuvre plus nombreuse et de grandes métropoles modifiera les stratégies d'investissement des entreprises internationales. La demande en énergie, infrastructures, alimentation, logement, services numériques et formation augmentera fortement. La transition démographique africaine est donc aussi une transformation de la géographie future de la demande mondiale.

Mais la masse démographique ne préjuge pas du rapport de puissance qui en résultera. Elle fournit une base potentielle. La conversion reste la variable décisive.

V. Le centre démographique du monde se déplace sans déterminer celui de la puissance

Les classements des pays les plus peuplés donnent une représentation particulièrement visible du changement en cours. En 2024, l'Inde comptait environ 1,451 milliard d'habitants, la Chine 1,419 milliard, les États-Unis 345 millions, l'Indonésie 283 millions et le Pakistan 251 millions. Selon le scénario central des Nations unies, en 2054 l'Inde atteindrait environ 1,692 milliard d'habitants, la Chine 1,215 milliard, le Pakistan 389 millions, les États-Unis 384 millions et le Nigeria 376 millions. En 2100, le Nigeria et la République démocratique du Congo figureraient parmi les cinq États les plus peuplés du monde[19].

Ces projections illustrent un déplacement incontestable du poids démographique relatif vers l'Asie du Sud et surtout, à plus long terme, vers l'Afrique. Elles ne constituent pourtant pas une projection du classement futur des puissances.

L'histoire internationale offre de nombreux exemples montrant qu'une population importante ne suffit pas à produire une puissance proportionnelle. La population agit plutôt comme un multiplicateur potentiel. Elle peut augmenter la taille du marché intérieur, le nombre de travailleurs, la base fiscale et le réservoir humain mobilisable. Mais l'effet de chacun de ces éléments dépend de variables intermédiaires.

Un grand marché n'est économiquement puissant que si les habitants disposent d'un pouvoir d'achat suffisant. Une main-d'œuvre nombreuse ne produit une grande quantité de valeur que si elle dispose de capital, d'infrastructures et de compétences. Une population importante ne crée une base fiscale large que si une part suffisante de l'activité peut être taxée. Un potentiel militaire humain n'est transformé en puissance militaire que si l'État peut former, équiper, financer et soutenir les forces correspondantes.

La démographie doit donc être combinée avec la productivité. Un pays dont la population active diminue peut maintenir ou augmenter son PIB si la production par travailleur progresse suffisamment. Inversement, un pays dont la population active augmente rapidement peut voir son revenu par habitant progresser lentement si le stock de capital et la productivité ne suivent pas.

La Chine illustre particulièrement bien ce passage d'un modèle démographique à un autre. Une partie de son développement économique a coïncidé avec une période durant laquelle des cohortes nombreuses entraient sur le marché du travail, la fécondité avait diminué et le rapport entre actifs et dépendants était favorable. Cette configuration évolue désormais. La population d'âge actif diminue et le vieillissement s'accélère. La réponse stratégique chinoise passe donc davantage par la productivité, l'automatisation, la robotisation, la montée en gamme industrielle et l'investissement dans les technologies.

Ce changement ne signifie pas mécaniquement un déclin chinois. Il modifie plutôt la nature des ressources nécessaires pour maintenir la trajectoire économique. La quantité de travail devient relativement plus rare ; le capital et la productivité doivent compenser.

L'Inde se trouve dans une phase différente. Sa population est plus jeune et sa population active continuera d'augmenter. Cette structure peut soutenir la croissance, mais elle accroît simultanément l'impératif de création d'emplois et de formation. Le même facteur

[19] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://population.un.org/wpp/assets/Files/WPP2024_Summary-of-Results.pdf

démographique qui peut devenir un avantage lorsque les travailleurs sont productivement employés peut constituer une pression sociale et économique lorsqu'ils ne le sont pas.

La différence entre ces trajectoires permet de définir plus précisément la puissance démographique. Celle-ci ne doit pas être mesurée par le nombre d'habitants, mais par la quantité de capacité qu'une société parvient à produire à partir de sa population.

Cette approche modifie également l'analyse de la puissance européenne. L'Europe représentera une part décroissante de la population mondiale au cours du siècle. Cela ne signifie pas que son poids économique, technologique ou diplomatique diminuera dans les mêmes proportions. La productivité, le capital accumulé, les infrastructures, les institutions, les compétences et l'intégration économique peuvent maintenir un niveau de capacité très supérieur à son poids démographique. Mais une population active en contraction augmente le coût relatif de ce maintien.

La géographie démographique et la géographie de la puissance ne se superposent donc pas. Elles interagissent. Le déplacement de la première modifie progressivement les conditions de la seconde.

VI. Les migrations deviennent un mécanisme central d'ajustement entre trajectoires démographiques

La divergence entre régions vieillissantes et régions disposant d'une population active croissante rend les migrations particulièrement importantes. En 2024, les Nations unies estimaient le nombre de migrants internationaux à environ 304 millions, contre 154 millions en 1990. Leur nombre a donc presque doublé, mais leur proportion dans la population mondiale n'est passée que de 2,9 % à 3,7 %. L'immense majorité de la population mondiale continue ainsi de vivre dans son pays de naissance[20].

L'importance stratégique de la migration ne dépend toutefois pas de sa seule proportion mondiale. Ses effets sont concentrés dans certains États, certains territoires et certaines classes d'âge. Dans une société vieillissante, l'arrivée d'adultes en âge de travailler peut augmenter plus rapidement la population active qu'une politique nataliste, puisqu'il n'est pas nécessaire d'attendre vingt années avant leur entrée sur le marché du travail.

Les Nations unies projettent ainsi que l'immigration sera le principal moteur de la croissance démographique de 52 pays et territoires jusqu'en 2054 et de 62 jusqu'en 2100. L'Australie, le Canada et les États-Unis appartiennent à cette catégorie. Dans une cinquantaine de pays, elle devrait également atténuer une diminution qui aurait été plus rapide en son absence[21].

La migration peut donc modifier profondément une trajectoire nationale. Elle ne peut cependant être assimilée à une solution démographique totale.
Premièrement, les migrants vieillissent eux aussi. Une immigration régulière peut modifier durablement la structure par âge, mais une arrivée ponctuelle ne supprime pas le vieillissement : elle le décale ou en réduit l'intensité.

Deuxièmement, l'effet économique dépend de l'intégration au marché du travail. L'âge, les compétences, la reconnaissance des qualifications, la maîtrise linguistique, le taux d'emploi et

[20] United Nations, *International Migration*: https://www.un.org/fr/node/118914
[21] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://www.un.org/development/desa/pd/node/4355

la productivité déterminent la contribution économique beaucoup plus directement que le nombre brut d'arrivées.

Troisièmement, les migrations produisent des effets dans les pays d'origine. Les transferts financiers peuvent soutenir les ménages et fournir des devises. Les diasporas peuvent faciliter les investissements, les réseaux commerciaux et la circulation des connaissances. À l'inverse, l'émigration de personnels qualifiés peut créer des pénuries dans des secteurs essentiels, notamment la santé ou l'ingénierie. L'effet dépend donc de la structure des flux et de la capacité à organiser des circulations plutôt qu'un simple départ définitif des compétences.

Quatrièmement, l'absorption d'une immigration importante dépend du logement, des infrastructures, de l'éducation et des capacités administratives. Un pays peut avoir besoin de travailleurs supplémentaires tout en rencontrant des contraintes immédiates dans les territoires où ces travailleurs s'installent. Les bénéfices macroéconomiques et les coûts locaux peuvent apparaître à des horizons différents et être répartis entre des acteurs différents.

Enfin, la migration est une variable politique. Les gouvernements ne choisissent pas uniquement un nombre de travailleurs : ils doivent organiser des règles d'entrée, de séjour, d'intégration et d'accès aux droits. Les préférences des sociétés d'accueil, les obligations juridiques, les besoins économiques et les situations humanitaires ne se confondent pas. Une analyse démographique ne peut donc déterminer à elle seule une politique migratoire optimale.

La migration doit ainsi être comprise comme l'un des mécanismes d'ajustement disponibles pour les sociétés confrontées à une diminution de leur population active. Elle peut ralentir le vieillissement, répondre à des pénuries sectorielles et augmenter la base productive. Mais elle ne remplace ni la politique de productivité, ni l'amélioration des taux d'emploi, ni l'adaptation des systèmes sociaux.

À l'échelle mondiale, elle peut en revanche devenir l'un des principaux points de rencontre entre deux temporalités démographiques : des régions disposant de cohortes nombreuses entrant sur le marché du travail et des régions dans lesquelles le nombre de travailleurs potentiels diminue.

VII. Les politiques de fécondité disposent d'une marge d'action réelle mais limitée

La baisse de la fécondité a conduit plusieurs gouvernements à développer des politiques visant à faciliter ou encourager les naissances. Prestations familiales, congés parentaux, services de garde, avantages fiscaux, aides au logement ou soutien à la procréation médicalement assistée font partie des instruments mobilisés selon des combinaisons différentes.

L'existence de ces politiques ne signifie pas que les gouvernements puissent choisir directement un taux de fécondité. Les décisions reproductives résultent d'un ensemble de facteurs individuels, économiques, sociaux et culturels sur lesquels l'action publique n'exerce qu'une influence partielle.

Les projections des Nations unies montrent surtout la difficulté de renverser rapidement une situation de très faible fécondité. Pour les 24 pays et territoires qui combinaient en 2024 une fécondité inférieure à 1,4 enfant par femme et une population ayant déjà atteint son maximum, la probabilité estimée de revenir à 2,1 enfants ou davantage au cours des trente années suivantes n'était que de 0,1 %[22].

Même un redressement significatif de la fécondité n'aurait par ailleurs qu'un effet retardé sur la population active. Un enfant né en 2027 ne répond pas aux pénuries de travailleurs de 2028. Il commencera éventuellement à entrer sur le marché du travail dans les années 2040. Les politiques familiales peuvent donc influencer la structure de très long terme mais ne constituent pas un instrument de correction rapide du vieillissement.

Cela ne les rend pas inutiles. La question doit cependant être formulée autrement. Le rapport *State of World Population 2025* de l'UNFPA insiste sur l'écart entre les intentions reproductives et leur réalisation. Dans une enquête menée dans quatorze pays, près de 20 % des adultes en âge de procréer estimaient qu'ils ne pourraient pas avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitaient. Parmi les personnes ayant ou souhaitant avoir des enfants, 39 % indiquaient que des contraintes financières avaient affecté ou pourraient affecter leur capacité à atteindre la taille de famille désirée ; l'insécurité professionnelle arrivait également parmi les principaux obstacles[23].

Cette distinction est importante. Une faible fécondité agrégée peut résulter en partie d'une diminution du nombre d'enfants désiré, mais aussi d'un écart entre préférences et possibilités. Les coûts du logement, la précarité professionnelle, l'accès aux modes de garde, la répartition du travail domestique, la santé reproductive ou l'âge auquel les individus parviennent à une stabilité suffisante pour fonder une famille peuvent influencer cet écart.

Une politique démographique fondée uniquement sur une prime financière ponctuelle risque donc de traiter un phénomène multidimensionnel comme une simple question de prix. Si l'obstacle principal est l'incompatibilité entre carrière et parentalité, le manque de logements adaptés ou l'insuffisance des solutions de garde, une prestation isolée peut avoir un effet limité.

Il faut également distinguer l'objectif démographique de l'objectif individuel. Une politique peut être jugée pertinente même si elle ne ramène pas la fécondité à 2,1 lorsqu'elle permet davantage aux individus de réaliser leur projet familial. Inversement, la recherche d'un objectif

[22] United Nations, *World Population Prospects 2024*: https://population.un.org/wpp/assets/Files/WPP2024_Summary-of-Results.pdf
[23] UNFPA, *State of World Population 2025*: https://www.unfpa.org/swp2025

quantitatif de population ne justifie pas de restreindre l'autonomie reproductive. L'UNFPA défend à ce titre une approche de « résilience démographique » centrée sur la capacité des sociétés à s'adapter aux changements de population tout en respectant les choix reproductifs[24].

La politique de fécondité possède donc un rôle, mais ses effets doivent être replacés dans leur temporalité. Pour les sociétés déjà très vieillissantes, les leviers capables de modifier la population active dans les dix ou vingt prochaines années sont principalement l'emploi, l'âge de départ du marché du travail, la productivité et les migrations. La fécondité agit davantage sur l'horizon suivant.

Cette différence de temporalité est centrale pour éviter que le débat démographique ne soit réduit à une politique nataliste. Les États doivent simultanément agir sur la structure future et adapter leurs institutions à une structure présente qui ne peut plus être rapidement modifiée.

VIII. La réponse stratégique dépend davantage de l'adaptation que du nombre

Une grande partie des populations de 2040 et 2050 étant déjà née, la politique démographique des prochaines décennies sera nécessairement autant une politique d'adaptation qu'une politique visant à influencer les comportements démographiques.

Pour les économies vieillissantes, le premier levier est la productivité. Si le nombre de travailleurs diminue de 10 % mais que la production par travailleur augmente de plus de 10 %, la production totale peut continuer à progresser. Cette relation explique l'importance stratégique de l'investissement, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle dans les économies confrontées à une contraction de leur main-d'œuvre.

La technologie ne constitue cependant pas une compensation uniforme. Les emplois sont différemment automatisables, les gains de productivité sont incertains et leur diffusion nécessite du capital, des compétences et des réorganisations. Une économie vieillissante disposant d'entreprises productives, de capacités financières importantes et d'une population bien formée est mieux placée pour utiliser l'automatisation qu'une économie vieillissant avant d'avoir accumulé ces ressources.

Le deuxième levier est la participation. La distinction entre population d'âge actif et population effectivement occupée est fondamentale. L'OCDE rappelle que les taux d'emploi diminuent fortement avec l'âge : en 2024, ils s'établissaient en moyenne à 75,7 % pour les 55-59 ans, 56,5 % pour les 60-64 ans et 26,4 % pour les 65-69 ans[25].

L'amélioration de l'emploi des travailleurs âgés peut donc compenser une partie de la contraction démographique. Elle suppose néanmoins des conditions de santé, de formation et d'organisation du travail adaptées. Repousser juridiquement l'âge de la retraite ne produit pas automatiquement une augmentation équivalente de l'emploi si les travailleurs concernés quittent le marché du travail pour d'autres raisons.

Le troisième levier réside dans l'emploi féminin et dans la réduction des autres réserves d'inactivité. Dans les pays où l'écart de participation entre hommes et femmes reste important, sa réduction peut augmenter la population active sans modification de la population totale. Les

[24] UNFPA, *State of World Population 2025*: https://www.unfpa.org/swp2025
[25] OECD, *Pensions at a Glance 2025*: https://www.oecd.org/en/publications/pensions-at-a-glance-2025_e40274c1-en/full-report/employment-rates-of-older-workers-and-gender-gaps_cb8a2f7b.html

politiques de garde, l'organisation du travail et la fiscalité peuvent ici produire des effets à la fois sur la participation et sur la capacité à réaliser les projets familiaux.

Le quatrième levier est migratoire. Son effet peut être beaucoup plus rapide que celui d'une augmentation de la natalité, mais il dépend de l'intégration et des choix politiques analysés précédemment.
Les économies jeunes sont confrontées à une équation inverse. Leur priorité n'est pas de compenser un manque quantitatif de travailleurs mais d'augmenter la capacité produite par chaque nouvelle cohorte. Éducation, santé, infrastructures et création d'emplois deviennent les principaux multiplicateurs démographiques.

Cette différence crée une relation intéressante avec l'intelligence artificielle. Dans une économie vieillissante, une technologie économisant du travail peut répondre à une pénurie. Dans une économie où des millions de jeunes supplémentaires entrent chaque année sur le marché du travail, la même technologie peut accroître la difficulté de créer suffisamment d'emplois dans certains secteurs tout en ouvrant de nouvelles possibilités dans d'autres. L'effet stratégique d'une technologie dépend donc lui-même de la structure démographique dans laquelle elle est introduite.

Les États en transition intermédiaire disposent enfin d'une priorité spécifique : exploiter leur fenêtre avant sa fermeture. Une population active relativement nombreuse peut augmenter l'épargne, l'investissement et les recettes publiques. Ces ressources peuvent financer les infrastructures et les systèmes de protection dont la société aura besoin lorsqu'elle vieillira. À défaut, le pays risque d'entrer dans le vieillissement avant d'avoir accumulé suffisamment de capital.

Cette possibilité est particulièrement importante pour plusieurs économies asiatiques et latino-américaines. Le problème n'est pas uniquement de « devenir riche avant de devenir vieux », formule fréquemment utilisée dans le débat économique, mais de construire suffisamment de productivité et de capacité institutionnelle pendant la phase où la structure par âge est favorable.

La politique démographique stratégique peut donc être résumée comme une politique de conversion. Pour les sociétés jeunes, convertir les cohortes en capital humain et en emploi. Pour les sociétés vieillissantes, convertir le capital et la technologie en productivité et mobiliser davantage la population disponible. Pour les sociétés intermédiaires, convertir le dividende temporaire en capacités durables. La variable commune n'est pas le nombre. C'est la capacité produite à partir de ce nombre.

IX. Implications stratégiques : la démographie redéfinit progressivement les conditions de la puissance

La première implication concerne la planification. La démographie est l'une des rares variables stratégiques dont une part importante de l'évolution à moyen terme peut être anticipée. Les gouvernements ne connaissent pas précisément la croissance économique de 2045, l'état de la technologie ou l'environnement géopolitique, mais ils connaissent déjà approximativement la taille des générations qui auront 30, 50 ou 70 ans. Ne pas intégrer cette information à la planification des retraites, des infrastructures, de la défense, de l'éducation ou de la santé revient donc à ignorer une contrainte déjà observable.

Cette temporalité doit également modifier l'évaluation des politiques. Une réforme de l'éducation produit ses effets sur plusieurs décennies ; une politique de fécondité encore davantage. L'efficacité ne peut être mesurée exclusivement sur un cycle budgétaire ou électoral.

La deuxième implication concerne les finances publiques. Le vieillissement augmente la concurrence entre dépenses. Dans plusieurs économies avancées, retraites, santé et dépendance absorberont une part plus importante des ressources publiques au moment où les États cherchent simultanément à financer la défense, la transition énergétique, l'adaptation climatique et les technologies. La démographie rejoint ici directement la question de la dette souveraine : une base productive évoluant moins rapidement et des dépenses liées à l'âge plus importantes modifient la capacité d'endettement et les arbitrages intertemporels.

La troisième implication concerne la géographie économique. L'Afrique subsaharienne concentrera une part croissante de la jeunesse, de la croissance de la population active et de l'augmentation de la demande mondiale. Cela ne signifie pas que le centre de l'économie mondiale se déplacera automatiquement dans les mêmes proportions. Mais les entreprises, investisseurs et États devront intégrer des marchés dont la taille relative augmentera fortement. Les infrastructures, l'énergie, les télécommunications, l'éducation, les services financiers et les villes africaines deviendront des espaces d'investissement d'une importance croissante.

La quatrième implication concerne les migrations. Les écarts entre régions disposant d'un excédent relatif de main-d'œuvre et régions confrontées à des pénuries créent une complémentarité économique potentielle. Celle-ci ne supprime ni les contraintes politiques ni les difficultés d'intégration. Elle signifie simplement que la structure démographique augmentera probablement l'intérêt économique de certaines migrations au moment même où celles-ci resteront des objets de débat politique majeur.

La cinquième implication concerne la défense et la sécurité. La relation entre démographie et puissance militaire est devenue moins directe qu'à l'époque des armées de masse. Les capacités militaires contemporaines dépendent fortement de la technologie, de l'industrie, du capital et des compétences spécialisées. Mais une population active en contraction peut augmenter les difficultés de recrutement, notamment lorsque les forces armées entrent en concurrence avec le secteur privé pour les mêmes compétences techniques. À l'inverse, une population jeune ne produit un avantage militaire que si l'État dispose des moyens financiers et industriels permettant de former et d'équiper les effectifs concernés.

La sixième implication concerne l'innovation. Les sociétés vieillissantes devront consacrer davantage de ressources à des technologies compensant la rareté relative du travail : robotique, automatisation, médecine, assistance à l'autonomie et intelligence artificielle. Les

sociétés jeunes auront davantage besoin de technologies permettant de former rapidement, de créer des activités productives, de construire des infrastructures et d'absorber une urbanisation rapide. Une même révolution technologique peut donc répondre à des impératifs démographiques opposés.

La septième implication concerne le rapport entre démographie et souveraineté. Une dépendance excessive à l'immigration pour certaines compétences, une incapacité à financer les retraites ou l'impossibilité de créer suffisamment d'emplois pour une population jeune peuvent toutes réduire la marge d'action d'un État, mais par des mécanismes différents. La souveraineté démographique ne peut donc signifier l'autosuffisance de la population. Elle désigne plutôt la capacité à adapter les institutions à la trajectoire démographique réelle.

La dernière implication concerne le temps. La démographie récompense rarement les réponses tardives. Lorsqu'une pénurie de main-d'œuvre apparaît, les cohortes manquantes ne peuvent être créées rétrospectivement. Lorsqu'un système éducatif est saturé par une cohorte très nombreuse, les infrastructures qui n'ont pas été construites dix ans auparavant ne peuvent être déployées instantanément. Lorsqu'une génération nombreuse arrive à la retraite, ses droits et besoins sont largement déterminés par des décisions accumulées pendant plusieurs décennies.

La démographie n'est donc pas seulement une variable lente. Elle est une variable dont la lenteur rend les erreurs persistantes.

Conclusion

La transition démographique mondiale ne conduit ni à une explosion indéfinie de la population ni à un effondrement uniforme. Elle produit une transformation plus complexe : la coexistence durable de sociétés situées à des moments différents de leur trajectoire démographique.

La population mondiale devrait encore augmenter pendant plusieurs décennies et atteindre environ 10,3 milliards d'habitants au milieu des années 2080 selon le scénario central des Nations unies. Mais ce chiffre agrégé masque une redistribution profonde. Une partie de l'Europe et de l'Asie orientale a déjà atteint son maximum démographique. Plusieurs grandes économies émergentes l'atteindront au cours des prochaines décennies. L'Afrique subsaharienne concentrera au contraire une part considérable de la croissance de la population mondiale et surtout de l'augmentation future de la population en âge de travailler.

Cette désynchronisation modifiera progressivement l'économie mondiale. Les sociétés vieillissantes disposeront relativement de moins de travailleurs et devront financer davantage de dépenses liées à l'âge. Elles auront intérêt à augmenter la productivité, prolonger la participation au marché du travail, mobiliser les réserves d'emploi disponibles et, selon leurs choix politiques, utiliser l'immigration comme mécanisme complémentaire d'ajustement. Les sociétés jeunes devront faire face à un problème inverse : créer suffisamment d'écoles, d'infrastructures, de capital et d'emplois pour transformer des cohortes nombreuses en travailleurs productifs.

Aucune de ces trajectoires ne détermine mécaniquement la puissance. Une population importante constitue un potentiel. Elle peut créer un marché, une main-d'œuvre, une base fiscale et un réservoir de compétences. Mais elle ne produit ces effets que lorsque les institutions permettent sa conversion. Une population jeune sans capital humain ou sans emplois peut demeurer faiblement productive. Une population vieillissante peut conserver une capacité économique élevée si la productivité et le capital compensent la contraction du travail.

La démographie doit ainsi être comprise comme une infrastructure lente de la puissance. Elle définit une partie des ressources humaines disponibles, le rapport entre générations, les

besoins sociaux et la temporalité dans laquelle l'État doit agir. Mais, comme toute infrastructure, sa valeur dépend de ce qui est construit à partir d'elle.

Le déplacement du centre démographique mondial vers l'Afrique et l'Asie du Sud ne permet donc pas de déduire le classement des puissances de la seconde moitié du siècle. Il indique en revanche où se trouveront une part croissante des travailleurs, des consommateurs, des besoins d'infrastructures et des dynamiques urbaines. À l'inverse, le vieillissement européen ou est-asiatique n'annonce pas mécaniquement un déclin, mais il augmente le niveau de productivité, de capital et d'adaptation nécessaire pour maintenir une capacité donnée.

La migration reliera de plus en plus ces différentes temporalités sans les faire disparaître. Les politiques familiales pourront influencer certaines trajectoires, mais leurs effets seront lents et la remontée de fécondités durablement très faibles reste incertaine. L'automatisation pourra compenser certaines pénuries de travail, mais son effet sera différent dans les économies qui cherchent simultanément à absorber des millions de nouveaux entrants sur leur marché du travail.

Le principal enseignement stratégique réside donc dans la nécessité de distinguer **population et capacité**. Compter les habitants ne suffit pas. Il faut déterminer combien sont en âge de travailler, combien travaillent effectivement, quelles compétences ils possèdent, avec quel capital ils produisent, quelle productivité ils atteignent et quelle part de cette production peut être transformée en ressources collectives.

Cette distinction permet également de dépasser l'opposition entre déclin démographique et dividende démographique. Aucun des deux n'est un destin. Une structure vieillissante constitue une contrainte que des politiques de productivité, d'emploi et d'adaptation peuvent partiellement compenser. Une structure jeune constitue une opportunité qui peut être perdue lorsque l'éducation, l'emploi et les institutions ne suivent pas.

La transition démographique mondiale doit finalement être comprise comme une **redistribution des contraintes et des opportunités de puissance**. Certaines sociétés devront apprendre à produire davantage avec relativement moins de travailleurs. D'autres devront apprendre à transformer une augmentation massive de leur population active en développement. D'autres encore disposent de quelques décennies pour convertir une structure favorable en capital avant que leur propre vieillissement ne s'accélère.

La démographie possède à cet égard une singularité stratégique : elle change lentement, mais cette lenteur ne la rend pas secondaire. Elle rend au contraire ses transformations plus difficiles à corriger lorsqu'elles ont été insuffisamment anticipées. Une grande partie des structures humaines de 2050 existe déjà en 2026. L'incertitude porte moins sur leur existence que sur les capacités qui auront été construites autour d'elles.

La question décisive du XXIe siècle ne sera donc pas seulement de savoir **combien d'habitants comptera chaque État**, mais ce que chacun sera capable de faire de la population dont il dispose.